

Tout est à Services publics nous ! accessibles et de qualité, à nous de les défendre !



Tous et toutes en grève !

Depuis quelques mois, plusieurs secteurs professionnels sont en lutte contre la politique anti-fonction publique de ce gouvernement.

Que ce soit dans les universités ou dans le rail, il est primordial de les soutenir afin de faire front face aux nombreuses attaques supplémentaires déjà annoncées.



SANTÉ

Stop au démantèlement et à la destruction de l'hôpital

Contre les fermetures d'hôpitaux gériatriques, la compression des personnels de santé,...

Pour un service public qui passe par une réappropriation et une gestion budgétaire du système de santé par et pour les personnels et les usagers. La santé est un droit et un bien commun qui ne doit pas être offert aux intérêts privés.

Stop à la privatisation du rail

Contre la disparitions de lignes, la suppressions de trains, les menaces sur les statuts du personnel,...

Pour un vrai service public du rail co-impliqué dans la protection de l'environnement (fret ferroviaire) et une politique des transports en communs pour tous les salariés.



TRANSPORTS



POSTE

Stop au démantèlement et à la destruction de La Poste

Contre 6000 suppressions de postes programmées, la suppression des tournées quotidiennes, le minutage des tournées,...

Pour un vrai service public de qualité et de quantité avec un personnel en nombre et en maîtrise de ses missions, déterminées collectivement.

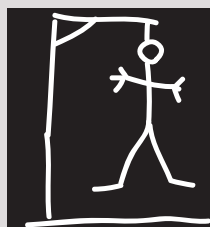
Stop à la privatisation du logement social

Contre la baisse des APL, menaces sur les HLM,...

Pour un véritable service public du logement, pour la réquisition et la mise à disposition des logements et des espaces immobiliers existants aux mal-logés et aux sans-logement.



LOGEMENT



R F R M S

ÉDUCATION

Les fausses promesses d'une refondation de l'école...



éducation
Sud
ALSACE

Les réformes subies par l'Éducation nationale depuis bon nombre d'années s'inscrivent dans un projet politique global et cohérent de casse du service public d'enseignement. Ce projet de « refondation de l'école » du primaire à l'Université impacte la mission de l'école à savoir la transmission des savoirs et la formation de citoyens « éclairés » face aux enjeux de notre société. Sud Éducation s'oppose à cette réforme globale qui touche l'Éducation nationale. Petits états des lieux.

Dans le premier degré : CP/CE1 à 12, rythmes scolaires...

~~PERSONNEL~~

La mise en œuvre des CP et CE1 à 12 en REP+ et des CP à 12 en REP dans le premier degré ainsi que le projet récent d'école obligatoire dès 3 ans se fera sans moyens supplémentaires. La conséquence directe visible dans les publications des cartes scolaires départementales : de nombreuses fermetures de classes sont annoncées.

Pas d'ouverture de postes aux concours : le nombre de poste au concours est bien trop faible pour compenser les besoins générés par les réformes. Les rectorats devront avoir recours à des personnels précaires et souvent pas assez formés pour assurer les missions d'un-e enseignant-e.

Plus de missions pour les ATSEM : les Agents territoriaux des écoles maternelles (ATSEM) déjà ultra polyvalent-es vont assumer, en plus de toutes leurs tâches, le suivi des enfants porteurs de handicaps physiques ou psychiques... permettant ainsi de supprimer bon nombre de postes d'AVS ou AESH.

Les Réseaux d'Éducation Prioritaire (REP) ne sont plus une priorité !

~~BUDGET~~

Les collèges REP et REP+ sont impactés par une baisse inattendue de leur DHG, afin d'harmoniser les moyens dans ces établissements et de réaliser des économies aux dépens des zones les plus défavorisées : à la perte de 0,5 h par division (après une perte identique en 2010), s'ajoute la suppression des postes « ambition réussite » dont bénéficiaient jusqu'ici les collèges REP+. Face à cette perte de moyens plusieurs collèges REP et REP+ de l'académie d'Alsace ont déjà entrepris une mobilisation collective.

Avec la réforme du collège, on nous prédisait davantage d'égalité !

~~ÉGALITÉ~~

Renforcement des disparités selon les heures disciplinaires consacrées aux EPI ou à l'AP, le choix des établissements de proposer ou pas du latin... qui ne font qu'accentuer la ségrégation scolaire.

Davantage de pressions hiérarchiques : le pouvoir accru des chefs d'établissements et du conseil pédagogique et la multiplication des hiérarchies intermédiaires (« coordonnateurs/trices » de cycle, de discipline, numériques, décrochage scolaire...), génèrent de plus en plus de tensions au sein des équipes.

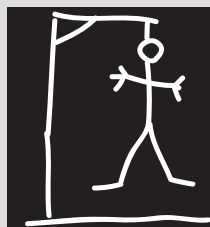
Les lycées professionnels en voie de déstructuration

~~ÉDUCATION~~

La voie professionnelle est depuis longtemps fortement dévalorisée. Bien qu'accueillant 33 % des élèves à l'issue de la 3e, l'orientation y est souvent subie et le marqueur social est fort : elle accueille 60 % des enfants d'ouvrière-s contre 12 % des enfants de cadre. Plutôt que de lui accorder les moyens nécessaires, les différents ministères préfèrent ponctionner les DHG des lycées, alors que ces établissements ont besoin de cours dédoublés pour accompagner les lycéens et lycéennes de la voie professionnelles et lutter contre le décrochage.

La « régionalisation » de l'enseignement professionnel prévue dans le programme électoral de Macron consisterait à confier aux régions l'organisation de la totalité de l'offre de formation professionnelle initiale, c'est à dire décider de l'ouverture et de la fermeture des diplômes délivrés dans les lycées pro.

Le lycée pro ne forme pas uniquement à un « métier » : le passage de la dénomination de Lycée d'Enseignement Professionnel (LEP) en Lycée des Métiers en 2002 (J.-L. Mélenchon, Ministre de l'enseignement professionnel) est révélatrice de l'image du lycée pro dont l'unique vocation serait de former à un métier... Or, les programmes d'enseignement généraux contribuent à la formation globale des individus, y compris dans leur rôle de citoyen.ne.



R F R M S

ÉDUCATION

Les fausses promesses d'une refondation de l'école...



éducation

sup

Vers un lycée à la carte avec la casse du bac national

~~BAC~~

La réforme du lycée, préconisée par le rapport Mathiot, va instaurer un lycée semestrialisé et modulaire avec différents parcours de majeures, dont certains propres à chaque établissement. Sous couvert d'une liberté de choix, **ce qui est imposé c'est l'orientation précoce dès la Seconde, l'accentuation du déterminisme social et des inégalités territoriales, la fin de la notion d'équipe pédagogique puisque le groupe classe disparaît.**

La répartition prévue des horaires laisse apparaître une baisse dans certaines matières. Avec le non-dédoublage des cours en groupes à effectif réduit, la fin de l'AP la disparition des filières, on peut envisager la suppression de 5 à 10 000 postes, la première année ! De plus, les statuts des enseignants sont attaqués avec la flexibilisation de leur temps de service, vers une annualisation.

Avec l'instauration du contrôle continu et de 4 épreuves terminales, les élèves passeront beaucoup plus de temps à passer le bac et moins à le préparer. Ce bac perdant de fait sa valeur nationale, se transformera en bac « maison », dépendant de l'établissement.

Casse du service public d'orientation

~~O R I E N T A T I O N~~

Le projet de loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" organise le démantèlement de l'ONISEP

par le transfert des DRONISEP aux régions, les CI O seront supprimés et les PSYEN ex-COP affectés dans les établissements.

La fin des CIO, c'est un service public neutre et gratuit qui ne sera plus rendu, ce qui va léser particulièrement les populations les plus fragiles (jeunes migrants, décrocheurs, non affectés, en rupture de scolarité, etc) et laisser le champ libre aux officines et coach privés qui factureront à prix fort les prestations de conseil et d'accompagnement en orientation.

Plan Étudiant et Parcoursup : une sélection sournoise

S É L E C T I O N

La fin de l'année scolaire 2016 - 2017 a été marquée par le fiasco du système d'Admission Post-Bac (APB) : plusieurs milliers de bachelier-es se sont retrouvés sans inscription dans une formation d'enseignement supérieur, dont une majorité issue de la voie professionnelle. Pour « effacer » ce couac, le gouvernement Macron n'a pas choisi de créer les places manquantes, mais en a profité pour mettre en place un « Plan Étudiants » et la plateforme « Parcoursup ».

Malgré les dénégations du gouvernement, Parcoursup met bien en place une sélection :

- **car les universités ont le droit de répondre « oui si »** à un vœu, ce qui risque fort d'encourager les jeunes à choisir une autre filière, ou répondre « non » lorsqu'il s'agit d'un diplôme dit « en tension » (avec plus de demandes que de places).
- **car Parcoursup met fin à la hiérarchisation des vœux** et permet de faire jusqu'à 10 vœux, ce qui implique à terme la mise « en tension » de la majorité des filières... justifiant ainsi la possibilité de répondre « non » à une partie des lycéen.nes.
- **car les « attendus » demandés aux lycéen.nes pour l'accès à certaines filières** vont de fait exclure la majorité des jeunes qui n'ont pas construit leurs parcours au lycée en fonction de ces attendus... donc qui n'ont pas choisi leur orientation dès la seconde !

P R É C A R I T É

Alors que **les budgets des universités stagnent** et **que les postes de titulaires continuent d'être supprimés**, le gouvernement ne propose pas aux universités publiques un plan d'investissement nécessaire à l'accueil des nouvelles générations d'étudiant.es dans de bonnes conditions d'études. Il fait le choix de mettre en place un système à l'américaine avec des filières sélectives qui pourront très largement augmenter les frais d'inscriptions (comme cela était déjà annoncé dans les documents dits « Macron leaks » révélés durant la campagne électorale de 2017), interdisant de fait l'accès à ses filières à tous les jeunes des classes populaires.

Tous et toutes en grève !



Les raisons de se mettre en grève ne manquent pas. Nos conditions de travail et l'intérêt de nos missions au service de toute la population dépendent du rapport de force que nous pouvons mettre en place dès maintenant. Il est nécessaire que les cheminot.es, les étudiant.es et lycéen.nes en lutte actuellement obtiennent tout notre soutien ! Il sera aussi indispensable de se mobiliser dès la rentrée en construisant une grève reconductible capable de bloquer réellement l'action de ce gouvernement !

- 📢 Pour un service public de qualité, accessible à tou.te.s
- 📢 Pour la titularisation de tou.te.s les précaires de la fonction publique
- 📢 Pour la nationalisation des secteurs clés et d'intérêt commun
- 📢 Pour une augmentation des salaires
- 📢 Pour l'abrogation du jour de carence
- 📢 Pour le retour aux 37,5 années de cotisation pour la retraite

SUD éducation Alsace

c/o Solidaires - Maison des Syndicats, 1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg

03 67 15 28 80 ou 06 07 27 78 96 ou 06 65 39 72 67

sudeducalsace@gmail.com - <http://sudeducalsace.info/>

